

Vers de nouvelles alliances dans les quartiers populaires?

L'évolution de notre économie capitaliste depuis la deuxième guerre mondiale est loin d'être étrangère aux mutations profondes que subissent les villes européennes depuis les années 1980. Un petit détour sur l'histoire récente de notre économie apporte un éclairage particulier sur le type d'alliances possibles pour s'opposer à la gentrification.



Le boulevard Léopold II : un marché du logement qui offre des résidences «agréables à vivre, en milieu urbain vert».

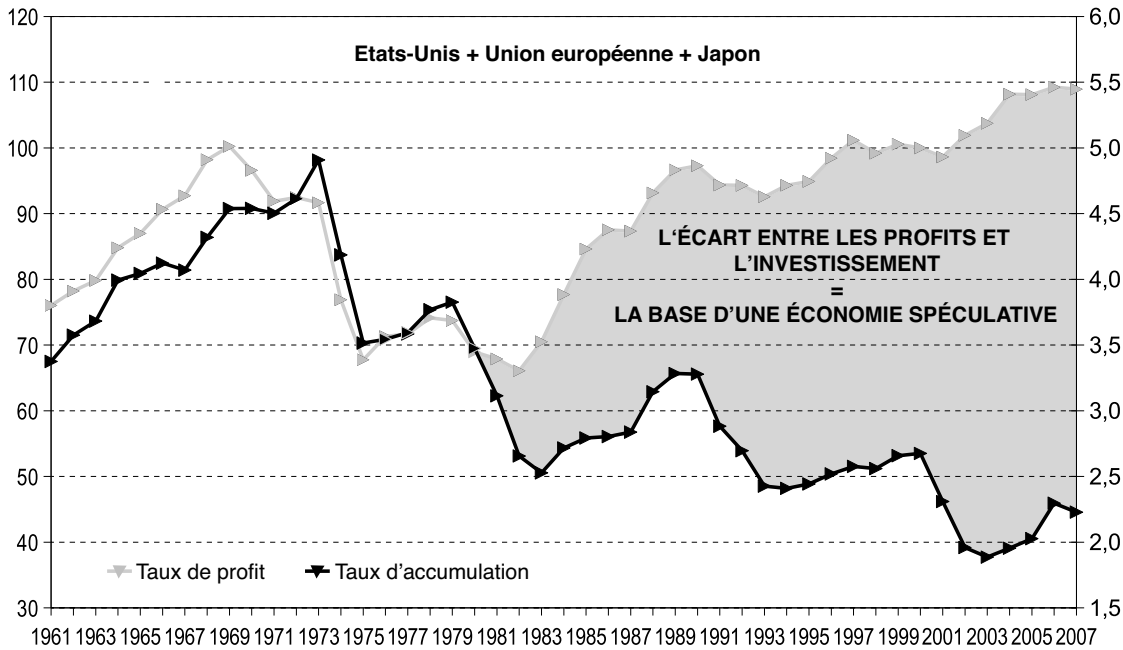
L'après-guerre : atteindre l'équilibre entre salaire et productivité

Avant la guerre, le capitalisme n'était pas régulé, les salaires n'étaient pas indexés sur la productivité, les gains de productivité étaient principalement accaparés par les détenteurs du capital. La croissance étant faible, l'économie d'avant-guerre se caractérisait par une crise de surproduction. Les bas salaires engendraient une baisse de la consommation et donc aggravaient la crise de la surproduction dans une spirale infernale.

L'immédiat après-guerre voit naître des mouvements sociaux inspirés par le système soviétique qui oblige les gouvernants occidentaux à faire des concessions. C'est l'époque des grands travaux, de la création de l'assurance chômage, de la sécurité sociale. Cette politique, dite keynésienne,

fonctionne jusqu'à la fin des années 1960. La croissance des marchés est assurée par les régulations salariales (et les consommations de l'Etat régulateur - avec le lubrifiant du crédit). Les gains de productivité dans le secteur des équipements contrebalancent l'accumulation physique des équipements (induite par le jeu de la concurrence). Les profits sont donc générés par les interventions régulatrices de l'Etat et par une indexation des salaires sur la productivité, ce qui stimule la demande.

Le début des années 1970 marque un changement important : la concurrence ne se fait plus sur les salaires mais sur les équipements. Tant que ces investissements ne sont pas trop coûteux, le système se maintient vaillamment. Mais les gains de productivité dans le secteur des équipements ne parviennent plus à compenser l'accumulation physique des équipements



liée notamment au développement des technologies. Les taux de profit baissent, et entraînent le chute de l'accumulation.

Les années 1980 : la dérégulation du système capitaliste

Dès 1979, c'est le coup de force du capitalisme, personnifié par l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher en Grande-Bretagne et R. Reagan aux États-Unis. Cette période se caractérise par une forte modération salariale et par la mise en place de mécanismes de dérégulation, les profits s'envolent tandis que les taux d'accumulation chutent. En moyenne dans le monde, le taux de croissance de l'économie est en baisse constante. Le monde fait face à une crise structurelle des débouchés qui se caractérise par une baisse de l'investissement productif. Les profits sont en mal de placement et l'écart entre les profits et l'investissement va croissant. Cet écart constitue la base idéale pour le développement de la financiarisation de l'économie basée sur la spéculation et supposant une pression en faveur de la dérégulation des marchés financiers dans la droite ligne des politiques impulsées en 1979 : toujours plus de chômage et de spéculation.

Dans la mesure où les salaires ne suivent plus, on retombe dans le schéma des années 1930 avec une tendance à la crise de surproduction. Pour pousser les pauvres à néanmoins consommer, on dope les crédits, surtout aux États-Unis. Ce qui conduira à la crise des subprimes. Une

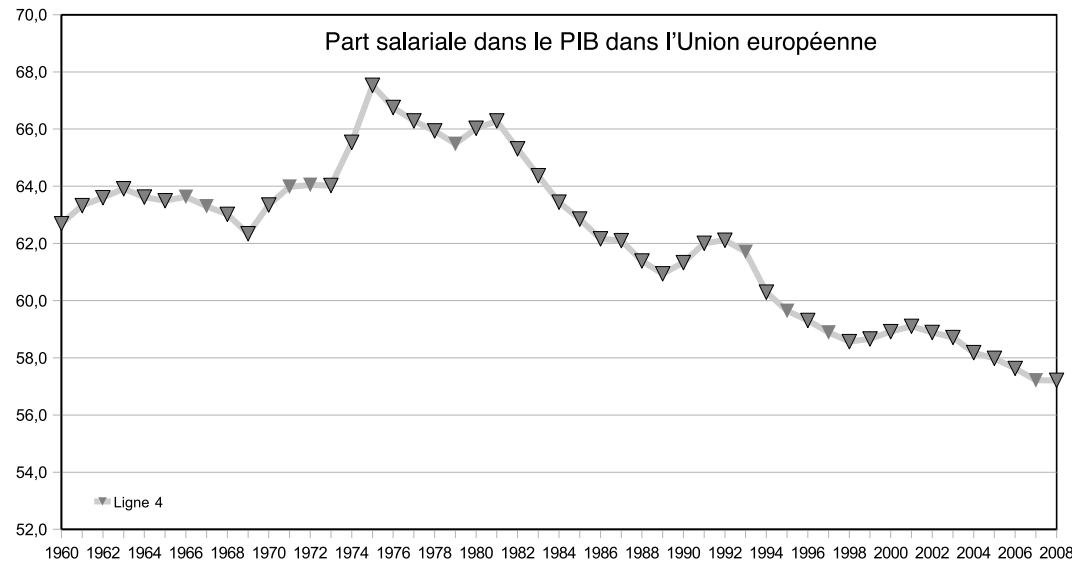
crise qui n'est sans doute pas finie dans la mesure où certains produits de crédit n'ont pas encore pu montrer leurs effets. La crise de 1998 est liée aux subprimes dites 38/40 qui obligeaient les ménages à rembourser le crédit au bout de deux ans. Les subprimes 34/40 (début du remboursement au bout de 6 ans) constituent, eux, une véritable bombe à retardement.

Combattre la pauvreté ou chasser les pauvres

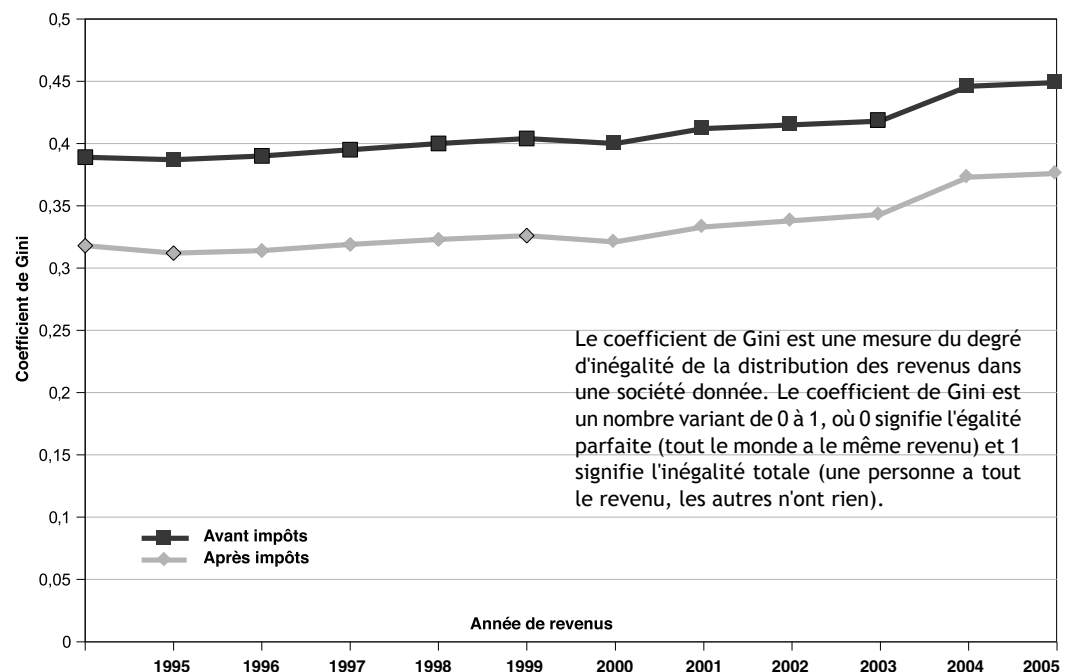
Pour financer les services à la population, les autorités bruxelloises cherchent à élargir la base fiscale en attirant des ménages aisés ainsi que des investissements productifs pourvoyeurs d'emplois.



KB les bains, un face à face entre profits et loisirs.



La part des salaires dans le PIB toujours plus faible ...



... et les inégalités toujours plus fortes. Les inégalités sont plus fortes après impôt qu'avant impôt.

Ces intentions sont à la base des politiques de rénovation urbaine, de subsidiation de logements moyens mais aussi du développement international de Bruxelles, de la promotion du tourisme, etc. Autant de politiques qui produisent de fait des effets négatifs sur les plus pauvres des Bruxellois.

Ainsi, les politiques de rénovation urbaine provoquent le déplacement des plus pauvres au delà des limites de la Région bruxelloise. Les projets de la SDRB ne font que retarder la fuite des classes moyennes stimulée par la mise en œuvre du RER car celles-ci expriment toujours majoritairement leur

préférence pour la villa quatre façades à la campagne. La volonté des gouvernants bruxellois de faire de Bruxelles une ville de délasserment ne crée qu'un emploi précarisé par la forte compétition qui existe dans ce secteur avec d'autres grandes villes européennes et n'est pas sans effet sur la mutation sociologique des quartiers populaires voisins des zones visées par le Plan de développement international. Au lieu de réguler, l'Etat encourage l'investissement spéculatif et appauvrit, à terme, la grande majorité de la population. Dans ces conditions, la dualisation sociale n'est pas prête de s'arrêter !

Les vieux quartiers centraux au cœur de toutes les convoitises ?

Dans les quartiers centraux, certains acteurs tirent bien leur épingle du jeu. Ce sont d'une part les très riches, les détenteurs de capitaux, ceux pour lesquels il est impératif d'être en permanence là où ça se décide. Ceux qui aussi cherchent à se loger «originale», en réhabilitant de vieilles demeures du centre-ville ou en s'installant dans des lofts. De ce côté, on trouve les spéculateurs immobiliers actifs tantôt sur le marché du bureau, tantôt sur le marché du logement de luxe, selon la conjoncture.

Ces deux publics sont évidemment potentiellement très intéressés par le patrimoine industriel en friche. Ils sont encore peu présents à Bruxelles, surtout si l'on compare à Londres ou New-York. A l'autre bout du spectre : les vraiment pauvres, qui vivent dans des logements salubres ou non sous la pression constante des programmes de rénovation urbaine. Ils sont très présents dans les quartiers autour du canal.

Entre les deux, des habitants des quartiers pauvres, ni pauvres, ni riches, parfois propriétaires non immédiatement menacés par la gentrification, jouissant sans trop de risque des améliorations du quartier, qui à terme loueront leur bien ou le vendront avec une plus-value leur permettant de quitter la région pour une contrée plus

verte. Entre les deux également, des riches pas si riches, souvent des jeunes issus de la classe moyenne en voie de précarisation, certes attirés par la ville centrale mais avec une stabilisation professionnelle de plus en plus tardive, des difficultés croissantes à se payer la quatre façades en périphérie, une stabilisation conjugale de plus en plus tardive qui se traduit par une forte augmentation des ménages de jeunes isolés. Des gentrificateurs poussés dans le dos... et pas tous enthousiastes mais cibles de choix pour les pouvoirs publics en mal d'assiette fiscale.

Une alliance entre gentrificateurs et gentrifiés ?

Le fait de dénoncer le phénomène de la gentrification est souvent associé à une stigmatisation des classes moyennes bénéficiaires des politiques de revitalisation publique. Faut-il, pour éviter la gentrification, brûler les voitures des gentrificateurs Ou faut-il au contraire, comme l'analyse du phénomène sur un plan socio-économique tendrait à le démontrer, penser à rapprocher gentrificateurs et gentrifiés pour envisager ensemble les options d'une lutte qui garde en ligne de mire que la raison principale de l'éviction des plus pauvres de la ville est la soumission de l'État aux principes mêmes du capitalisme ? Cette question mérite d'être mise en débat...



L'investisseur Atenor invoque la nature pour coloniser les zones industrielles.

MATHEU VAN CREBINGEN